

REPUBLIQUE DU TCHAD



UNITE-TRAVAIL-PROGRES

ATELIER DE PRESENTATION OFFICIELLE DU BUDGET CITOYEN 2016

N'Djaména, le 21 septembre 2016



PLAN DE L'EXPOSE

- I. INTRODUCTION**
- II. PROCÉDURE D'ÉLABORATION DU BUDGET CITOYEN 2016**
- III. COMPOSITION DES RECETTES ET DEPENSES DE L'ETAT**
- IV. POLITIQUE DU GOUVERNEMENT**



I. INTRODUCTION

1. Qu'est ce qu'un Budget Citoyen?

On entend par Budget Citoyen, le Budget qui:

- ☐ Est produit par le gouvernement ;
- ☐ Est établi en consultation avec les citoyens ;
- ☐ Permet la compréhension du public et son appropriation du budget ;
- ☐ Sert de “porte d'entrée » à davantage d'informations sur le budget ;
- ☐ Se concentre sur les documents de planification budgétaire ;



I. INTRODUCTION

- ☐ Est publié au même moment que le budget lui-même ;
- ☐ Comprend des informations importantes sur le budget ;
- ☐ Est produit dans les langues officielles du pays, au minimum ; et
- ☐ Est largement diffusé, de préférence dans de multiples formats.

2. Pourquoi un Budget Citoyen?


Un Budget Citoyen permet de:

- ❑ Faciliter la compréhension du texte de loi de finances pour 2016, en offrant une présentation simplifiée et accessible des données budgétaires pour la majorité de la population ;
- ❑ Informer le citoyen des politiques du gouvernement dans un langage simple et accessible;
- ❑ Permettre aux citoyens de participer au suivi et au contrôle des politiques publiques;



3. A qui le Budget Citoyen est destiné?

Les principaux bénéficiaires d'un Budget Citoyen sont des citoyens. Il leur permet d'accroître leurs connaissances sur les activités du gouvernement et d'améliorer leur capacité à participer aux affaires publiques.





II. PROCEDURE D'ELABORATION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT 2016

- ❑ Le Budget de l'Etat est un document qui prévoit et autorise l'ensemble des recettes et les dépenses de l'Etat pour une année civile.
- ❑ Il constitue le principal instrument d'exécution des politiques publiques et reflète pour chaque année les priorités du Gouvernement.
- ❑ Le budget de l'Etat est fixé par les Lois de Finances qui font l'objet d'un vote à l'Assemblée Nationale.
- ❑ Il se base sur les documents de planification stratégique tels que: le PND(Plan National de Développement), Plan d'Actions Prioritaires 2016-2030.



1. Hypothèses économiques retenues pour le calcul du Budget de l'Etat 2016

Le Budget de l'Etat 2016, est élaboré sur les éléments suivants:

- ❑ Taux de croissance est estimé à 5,8%;
- ❑ La production totale du pétrole est de 140 000 barils/jours;
- ❑ Le prix du baril du pétrole tchadien est de 26 dollars US;
- ❑ Taux de change est de 600,0 FCFA/dollars US;
- ❑ Taux d'inflation est de 3%.



2. Étapes d'élaboration du Budget de l'Etat 2016

La procédure de la préparation et de l'élaboration du budget découle de l'Arrêté N°642/PR/PM/2015 du 02 février 2015. Il se décompose en quatre (04) étapes suivant le calendrier budgétaire ci-dessous.

ETAPE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE

Début février	Lancement de la préparation du budget	MFB
Mi-février	Premières réunions du comité de cadrage macroéconomique	MFB, MPCl
Mi-mars	Finalisation du CBMT et du CDMT	MFB, MPCl
Fin mars	Envoi de la lettre de cadrage du Premier Ministre, aux institutions de la république et aux départements ministériels	PM
Mi-mai	Soumission des avant projets de budget des ministères sectoriels au ministère des finances et du budget	Ministères Sectoriels, Grandes Institutions et MFB
Fin mai	Réunions techniques pour la lecture et la mise en cohérence des budgets	MFB, MPCl et Ministères Sectoriels
Début juin	Organisation du débat d'orientation budgétaire (DOB)	MFB
Fin juin	Diffusion du CDMT et du TOFE	MFB

ETAPE 2 : ARBITRAGE

CALENDRIER	ACTIVITES	ACTEURS
Mi-juillet	Début des conférences budgétaires	Commission budgétaire, Ministères sectoriels
Fin juillet	Dépôt des budgets des ministères sectoriels finalisés au MFB	Ministères sectoriels, Grandes Institutions
Début septembre	Finalisation de l'élaboration de l'avant-projet de Budget de l'Etat	MFB
Fin septembre	Adoption par le Conseil des Ministres du projet de Budget Général de l'État	Conseil des Ministres



ETAPE 3 : VOTE

CALENDRIER	ACTIVITES	ACTEURS
Veille de l'ouverture de la 2 ^e session ordinaire	Vote du Budget Général de l'État et ses documents annexes à l'Assemblée Nationale	Députés



ETAPE 4 : PROMULGATION

CALENDRIER	ACTIVITES	ACTEURS
31 Décembre au plus tard	Dépôt de la Loi de Finances voté par les députés à la Présidence de la République et promulgation par le Président	Président de la République

III. COMPOSANTES DE LA LFI 2016

La Loi de Finances Initiale 2016, se chiffre à **1 296,203** milliards de FCFA en Ressources et **1 455,203** milliards de FCFA en Dépenses, soit un déficit budgétaire de **159** milliards de FCFA.

1. En matière de Ressources:

Les Ressources du Budget Général de l'État sont composées des ressources ordinaires (subdivisées en recettes fiscales et non fiscales) et en capital. Elles sont arrêtées à un montant de **1 296,203** milliards de FCFA contre **1093,881** milliards de FCFA dans la LFR 2015 soit une augmentation de **18%**.

Tableau 1 : Prévision des recettes pour 2016

Nature des recettes		LFI 2016 en milliards de FCFA
Recettes ordinaires	Recettes fiscales hors pétrole	435,170
	Recettes fiscales pétrolières	104,473
	Recettes non fiscales hors pétrole	35,000
	Recettes non fiscales pétrolières	161,523
	Sous total 1	736,166
Recettes exceptionnelles	Sous total 2	30
Recettes en capital	Cession d'actifs	300
	Fiscalisation des marchés	10
	Ressources extérieures	220,037
	Sous total 3	530,037
Total ressources (Sous total 1 + sous total 2 + sous total 3)		1296,203

2. En matière de Dépenses:

Les dépenses de la LFI sont constituées des dépenses courantes (salaires, biens et services, transferts et subventions), des dépenses pour le paiement du service de la dette et des dépenses d'investissement.

Dans la LFI 2016, elles sont prévues à hauteur de **1 455,203** milliards de FCFA dont **1 235,166** milliards de FCFA sur ressources intérieures et **220,037** milliards de FCFA sur ressources extérieures. Par rapport à la LFR 2015, ces dépenses sont en baisse de **51,541** milliards FCFA pour une variation en valeur absolue de 1,4%.

Tableau 2 : Dépenses de l'Etat pour l'exercice 2016

Nature des dépenses			LFI 2016 en milliards de FCFA
Dépenses courantes	Dettes (Paiement intérêt)		201,688
	Dotations des Pouvoirs Publics	Personnel civil	297,734
		Personnel militaire	78,583
		Biens et services civil	44,179
		Biens et services militaire	25,639
	Transferts et Subventions		204,020
	Sous total 1		689,196
Dépenses en Capital	Dotations aux amortissements de la Dette Publique		162,647
	Equipement, investissements et transferts en Capital		603,360
	Sous total 2		766,007
Total Charges (Sous total 1 + sous total 2)			1 455,203

3. Déficit budgétaire

Le déficit budgétaire est porté à un montant de 159 milliards de FCFA dans la LFI 2016 et sera financé par les ressources provenant des aides budgétaires extérieures et la mobilisation de l'épargne à travers les titres d'emprunts émis par le Trésor.

Tableau 3 : Solde budgétaire 2016

Nature	Montant en milliards de FCFA
Recettes totales	1 296,203
Dépenses totales	1 455,203
Solde (Déficit)	-159

4. Analyse des dépenses de pauvreté

Les dépenses de pauvreté sont des dépenses spécifiques allouées aux secteurs prioritaires que sont l'Education, la Santé, l'Environnement, l'Enseignement supérieur, l'Agriculture, l'Hydraulique, l'Action Sociale et l'Elevage. En 2016, ces dépenses tablent sur un montant total de **397,336** milliards de FCFA

milliards de FCFA et réparties comme suit:

- ❑ Education : **137,72** milliards de FCFA;
- ❑ Santé : **96,06** milliards de FCFA;
- ❑ Hydraulique : **59,16** milliards de FCFA;

4. Analyse des dépenses de pauvreté

- ❑ Agriculture : **42,94** milliards de FCFA;
- ❑ Élevage : **23,81** milliards de FCFA;
- ❑ Enseignement supérieur : **18,22** milliards de FCFA;
- ❑ Action sociale : **11,22** milliards de FCFA;
- ❑ Environnement : **9,28** milliards de FCFA.

Tableau 4 : Dépenses de pauvreté par nature

Nature	Montant en milliards de FCFA
Personnel	168 610 422
Biens et services	6 234 602
Transferts et subventions	39 501 451
Investissements sur ressources intérieures	182 990 232
Total	397 336 708



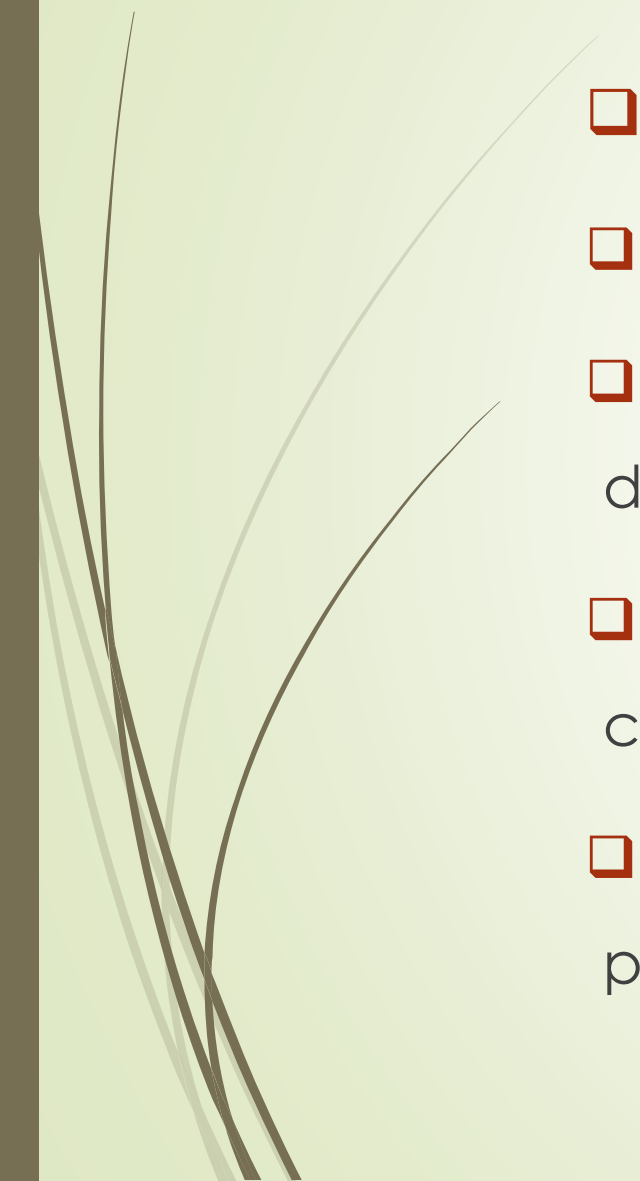
IV. LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Le Gouvernement du Tchad a initié pour la période 2016-2030 des Programmes d'Actions Prioritaires visant à :

- ❑ L'amélioration des taux d'accès aux services sociaux de base de qualité (éducation, eau, santé) ;
- ❑ L'indépendance alimentaire et énergétique du pays ;
- ❑ La création d'emplois et le développement de l'auto-emploi en particulier pour les femmes et les jeunes ;



IV. LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

- ❑ La transparence dans la gestion des Finances Publiques ;
 - ❑ Le respect du droit et de l'autorité de l'Etat ;
 - ❑ Le développement des TICs (Technologies de l'Information et de la Communication) ;
 - ❑ La protection de l'environnement et l'adaptation aux changements climatiques ;
 - ❑ Le développement des infrastructures économiques de production.
- 



MERCI POUR VOTRE AIMABLE ATTENTION